

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MERCREDI 7 FÉVRIER 2024 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DST/07-02-2024/Q16

Date de convocation : 1<sup>er</sup> Février 2024

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents :** M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. BALEDENT Matthieu, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

**Membres absents ayant donné procuration :**

Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine  
M. DECALION Ismaël : procuration à M. BRICOUT Frédéric  
Mme DENIZON-LEVEAUX Violente : procuration à Mme RICHOMME Liliane  
Mme MATON Audrey : procuration à Mme PLUCHART Claudine  
M. COLLIN Denis : procuration à M. CHMIELEWSKI Dominique

**Membre absent :**

M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

**OBJET : MODALITÉS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR LA MISE EN PLACE DE « POTAGERS DANS LA VILLE »**

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

Monsieur le Maire souhaite encourager le développement de la végétalisation du domaine public en s'appuyant sur une démarche participative et une forte implication des habitants, et des associations afin de :

- favoriser le développement de la nature et de la biodiversité en ville,
- renforcer la trame végétale et créer des corridors écologiques,
- permettre aux habitants de se réapproprier l'espace public et de mieux le respecter et ainsi de changer leur regard sur la ville,

- faire participer les habitants à l'embellissement et l'amélioration du cadre de vie,
- créer du lien social en favorisant les échanges entre voisins,
- initier des parcours de fraîcheur agréables favorisant, entre autres, les déplacements doux.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de ville, l'Association Avenirs Jeunes a mis à la programmation une action intitulée « des potagers dans la ville » sous le pilier « citoyenneté et valeur de la République ». Le but est de créer des potagers au cœur des quartiers prioritaires de la ville, agrémenter de nichoirs et d'hôtels à insectes afin :

- de créer des connexions entre résidents d'un même quartier,
- de mettre en place une activité commune de jardinage,
- de réunir les voisins, sans distinction sociale, culturelle ou générationnelle.
- d'apporter la nature en ville,
- d'être un vecteur de santé et de bien-être,
- d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Monsieur le Maire propose donc d'accorder une autorisation d'occupation temporaire de son domaine communal à l'association Avenir Jeunes pour son projet appelé « des potagers dans la Ville ».

Conditions de mise en œuvre :

- L'association Avenir Jeunes prendra à sa charge la communication, la supervision des ateliers, les animations et les fournitures ;
- Les plantations, l'entretien et les arrosages seront assurés par les habitants du quartier sous la supervision d'Avenir Jeunes ;
- Une autorisation sera octroyée par la commune, à l'issue d'une étude de faisabilité réalisée par les services techniques, en lien, si nécessaire, avec d'autres services de la commune concernés (pôle relations publiques, service de cohésion sociale, service affaires scolaires ...) ;
- La convention sera conclue pour une durée définie entre les signataires et renouvelable par reconduction expresse.

L'occupation sera accordée à titre gratuit pour toute la durée de l'autorisation, conformément à l'article L.2125-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, qui permet à la commune de délivrer gratuitement une autorisation d'occupation du domaine public lorsque cette occupation participe au développement de la nature en ville.

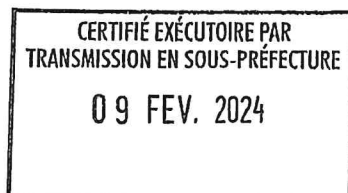
En conséquence, Monsieur DEVIENNE demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

- accepter le projet appelé « des potagers dans la ville »
- accorder la gratuité de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public en vue de la réalisation et de l'entretien du dispositif « des potagers dans la ville » mis en place sur le domaine public
- autoriser Monsieur le Maire à signer toute convention, arrêté d'autorisation du domaine public en rapport avec le projet « des potagers dans la ville », selon la convention jointe en annexe.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

## CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « DES POTAGERS DANS LA VILLE »

Entre les soussignés :

La **commune de CAUDRY**, dénommée «la commune» représentée par Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire de la Ville d'une part,

Et,

L'association **Avenir Jeunes**, représentée par son Président, Monsieur Gaëtan FONTAINE, d'autre part,

### PRÉAMBULE

La commune de Caudry souhaite encourager le développement de la végétalisation dans les rues en s'appuyant sur une démarche collective avec la participation des habitants, des associations, des commerçants, ...

Le but est de :

- favoriser le développement de la nature et de la biodiversité en ville,
- renforcer la trame végétale et créer des corridors écologiques,
- permettre aux habitants de se réapproprier l'espace public et de mieux le respecter, et ainsi de changer le regard sur la ville
- faire participer les habitants à l'embellissement et l'amélioration du cadre de vie,
- créer du lien social en favorisant les échanges entre voisins,
- initier des parcours de fraîcheur agréables favorisant, entre autres, les déplacements doux.

La commune propose la mise en place de bacs de jardinage dans l'espace public pour une mise à disposition pour les habitants du quartier sous la supervision de l'association Avenir Jeunes.

Cet accord est donné à l'issue d'une étude de faisabilité technique de la demande, réalisée par les services de la commune.

De plus, conformément à l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, considérant que ce projet est d'intérêt public puisque visant à contribuer directement à la conservation, l'embellissement et la valorisation des espaces publics, la commune renoncera à sa redevance d'occupation du domaine public.

Cette occupation du domaine public sera donc accordée à titre gratuit.



## ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association Avenir Jeunes est autorisée à occuper les emplacements définis à l'article 3, afin de lui permettre de réaliser et d'entretenir un ou plusieurs dispositifs de végétalisation.

Cette convention vise à exposer les moyens mis en œuvre afin de garantir la réussite du dispositif.

En acceptant cette convention, l'association Avenir Jeunes s'engage à respecter les recommandations des Services Techniques de la Ville de Caudry.

## ARTICLE 2 : DOMANIALITÉ PUBLIQUE

Cette convention est conclue sous le régime des autorisations d'occupation privative temporaire du domaine public. Ainsi, l'occupation du site est précaire et révocable suivant l'article 13 et ne peut donner lieu à une quelconque activité lucrative.

L'Association Avenir Jeunes agit en qualité de gestionnaire du dispositif qu'il attribuera aux bénéficiaires, adhérents de l'association. Dans le cadre de ce dispositif, Avenir Jeunes sera le seul interlocuteur de la ville pour la durée de la Convention.

En conséquence, Avenir Jeunes ne peut se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou de toute autre réglementation susceptible de lui conférer un droit de maintien dans les lieux.

De plus, l'association doit tout mettre en œuvre pour ne pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage durant ses interventions de plantations ou d'entretien et ne créer aucune gêne pour la circulation ou l'accès aux propriétés riveraines.

## ARTICLE 3 : MISE À DISPOSITION

L'association Avenir Jeunes est autorisée à occuper le site défini ci-dessous dans le cadre de la demande du dispositif « des potagers dans la Ville ». Elle ne pourra y installer et entretenir, à ses frais, que le seul dispositif de végétalisation accepté.

Adresse : \_\_\_\_\_

Dispositif : \_\_\_\_\_

Site : \_\_\_\_\_

La commune s'engage à prendre en charge les travaux permettant de livrer les bacs «prêts à jardiner» avant la date effective de remise du lieu,

La commune met à la disposition du bénéficiaire :

- le contenant
- la terre végétale

L'association Avenir Jeunes aura à sa charge :

- l'humus
- le paillis
- les graines
- les plants
- les pots
- les tuteurs et protections
- les hôtels à insectes et nichoir et leurs fixations

L'association ne disposera pas de l'eau de fontaine ou de robinet d'eau publics présents dans le secteur de l'installation.

#### ARTICLE 4 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

L'association Avenir Jeunes agit en qualité de gestionnaire du dispositif, elle sera l'interlocutrice unique de la Ville de Caudry.

L'association Avenir Jeunes attribuera chaque dispositif aux adhérents de l'association sous forme d'un collectif afin de :

- cultiver collectivement,
- accueillir des personnes souhaitant jardiner et participer au cadre de vie de leur quartier,
- favoriser le lien social,
- favoriser les échanges intergénérationnels,
- transmettre les savoir et savoir-faire aux jardiniers, aux passants ...,
- s'impliquer dans la vie du quartier et participer aux événements organisés dans le cadre du dispositif ou à proximité du site.

L'association Avenir Jeunes veillera à ce que ses bénéficiaires s'occupent de la végétation et de l'entretien des lieux mis à sa disposition.

Dans le cas où les adhérents et bénéficiaires ne pourraient plus en assurer l'entretien, l'association Avenir Jeunes devra durant les 3 mois suivant le constat, intervenir pour assurer le suivi, retrouver de nouveaux bénéficiaires ou le cas échéant en informer la commune. Celle-ci pourra alors adapter le dispositif ou le cas échéant le retirer.

Le service de la Ville de Caudry n'aura pas l'entretien du dispositif mais pourra soutenir, conseiller et transmettre son savoir aux usagers.

L'association et les bénéficiaires pourront recevoir des conseils et poser toutes les questions nécessaires à la personne ou au service technique référent(e) de la commune, notamment lors de rendez-vous collectifs organisés.

Personnes référentes des opérations de végétalisation :

**Pour la Ville :**

---

**Pour l'association Avenir Jeunes :**

---

#### ARTICLE 5 : RESPECT DE L'IDENTITE DU LIEU :

L'association Avenir Jeunes s'engage à respecter et faire respecter par les bénéficiaires l'identité du lieu

- en ne minéralisant pas le site,
- en garantissant la sécurité du dispositif,
- en ne bâtissant pas de structures et autres éléments,
- en n'installant pas de mobilier urbain ni de décors,
- en limitant les créations à la pose de petits nichoirs ou de petits hôtels à insectes,
- en adhérent aux objectifs de la typologie identifiée par le plan de gestion de la Ville de Caudry.

## ARTICLE 6 : TRAVAUX ET ENTRETIEN

L'association Avenir Jeunes s'engage à avoir un suivi d'entretien du dispositif : elle s'engage à planter cultiver et entretenir l'espace de jardinage et à le faire en respectant les principes ci-dessous :

- en respectant un principe de recherche d'autonomie,
- en associant la population du quartier,
- en prenant en charge avec les bénéficiaires l'entretien général : taille, désherbage, arrosage et nettoyage,
- en gérant les déchets selon les règles de tri ou de compostage en vigueur,
- en exploitant les ressources locales et en contactant d'autres structures exploitants des jardins,
- en communiquant sur le dispositif et en entretenant les supports de communication.

Les dispositifs de végétalisation doivent être installés, maintenus en permanence en bon état et entretenus dans le respect des dispositions des règles de l'art.

En cas de non-respect de ces dispositions, ou de défaut d'entretien, la commune rappellera à l'association ses obligations. En l'absence de réparations et remise en état, la commune pourra résilier la convention et évacuer elle-même le dispositif.

## ARTICLE 7 : EVOLUTION DU DISPOSITIF

En cas d'évolution des conditions locales, telles que : travaux de voirie, mise en place de mobiliers, etc,..., la commune se réserve le droit de déposer temporairement ou définitivement les dispositifs de végétalisation (cf. Article 13 : Abrogation et résiliation).

Les bénéficiaires devront alors prendre des dispositions pour préserver leurs cultures, les services techniques de la ville accompagneront l'association dans cette démarche.

Un accord préalable écrit de la commune doit être obtenu par le bénéficiaire avant toutes les modifications significatives qu'il souhaite apporter aux installations (ex: ajout d'éléments supplémentaires, déplacement d'un élément, etc) et ce, pendant toute la durée de validité de la convention. Cet accord constituera un avenant à la présente convention.

La commune s'engage à respecter les plantations qu'elle a autorisées. La personne ou le service technique référent(e) peut toutefois demander des modifications de plantations ou d'entretien à l'association Avenir Jeunes en cas de manquement quant à la qualité des réalisations, sans que celle-ci ne puisse s'y opposer.

## ARTICLE 8 : PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

L'association et les bénéficiaires ne pourront ni apposer, ni diffuser de publicité sur le domaine public occupé (y compris sur le dispositif de végétalisation). Toutefois une communication sur l'opération et sur la démarche sera mise en avant (sans spécification de marques et d'entreprises partenaires)

Une affiche sera apposée sur un piquet pour chaque site par l'association afin d'informer les usagers de la présence du dispositif de « potager dans la ville ». L'association et les bénéficiaires devront s'assurer de sa pérennité

Aucune affiche ne devra être déplacée ou fixée sur un arbre (punaise, scotch, etc.).

La commune et l'association se réservent le droit de faire la promotion des dispositifs de végétalisation dans toute communication destinée au grand public (journal municipal, site internet, etc.) sans que les bénéficiaires ne puissent s'y opposer.



Le dispositif sera accompagné d'animations, de troc plantes et de manifestations mises en place par l'association Avenir Jeunes qui associera les services de la Ville de Caudry.

## ARTICLE 9 : DEMARCHE ECO-RESPONSABLE

L'association Avenir Jeunes s'engage à mener une démarche éco-responsable :

- en choisissant des plantes peu consommatrices d'eau,
- en paillant les massifs,
- en amendant les sols avec des engrais organiques et du compost,
- en n'utilisant pas les engrais chimiques et les pesticides,
- en privilégiant les variétés de plantes locales,
- en éradiquant les plantes invasives.

## ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

L'association Avenir Jeunes, et ses bénéficiaires demeurent entièrement responsables des dommages matériels et corporels qui pourraient résulter de l'exploitation de son dispositif de végétalisation.

L'association Avenir Jeunes doit s'assurer de disposer d'une assurance responsabilité civile la garantissant contre les conséquences des dommages évoqués ci-dessus.

L'association s'engage à respecter et faire respecter le voisinage et à sécuriser les installations et leurs abords immédiats notamment :

- en taillant les végétaux s'ils gênent le passage, la circulation ou la visibilité,
- en limitant l'usage des outils bruyants pour l'entretien de l'espace,
- en respectant le voisinage, le repos dominical et en évitant les regroupements nocturnes,
- en nettoyant et en ramassant les feuilles et déchets issus des plantations et des interventions,
- en ne cultivant pas de plantes interdites, allergènes, piquantes, urticantes ou toxiques.

La responsabilité de la ville ne peut être engagée en cas de destruction accidentelle ou d'intervention sur la voirie nécessitée pour des motifs d'urgence ou impérieux liés à la gestion de la voie publique.

## ARTICLE 11 : DURÉE DU PERMIS DE VÉGÉTALISER

La mise à disposition du dispositif entre en vigueur à compter de la date de signature de la présente convention.

Il est conclu pour une durée de \_\_\_\_ années renouvelable par reconduction expresse.

## ARTICLE 12 : REDEVANCE

L'occupation consentie à l'Association Avenir Jeunes est gratuite en ce qu'elle contribue à la satisfaction de l'intérêt public local et qu'elle n'est pas le siège de l'exercice d'activités lucratives.

## ARTICLE 13 : ABROGATION ET RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par simple lettre avec un préavis de 1 mois, sauf en cas de force majeure, notamment :

- pour motif d'intérêt général,
- par nécessité de reprise du domaine public par la commune,

Dans tous les cas, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de l'abrogation de l'autorisation.

La Commune de Caudry doit être informée de toute modification des conditions d'utilisation du dispositif notamment en cas de dégradations récurrentes du site ...

S'il est constaté un manquement, et en cas de non respect des règles de bon sens d'implantation et d'entretien, la Ville contactera l'association Avenir Jeunes. Si rien n'est fait dans les 21 jours suivants, ou si les rappels se répètent, la ville se réserve le droit de résilier la présente convention.

#### ARTICLE 14 : JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litiges sur l'exécution de la présente convention, les signataires rechercheront un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en deux exemplaires, à Caudry , le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signatures :

Pour l'association Avenir Jeunes  
Écrire en toute lettre : « Lu et accepté »,

\_\_\_\_\_

Pour la commune de Caudry  
Écrire en toute lettre : « Lu et accepté »,

\_\_\_\_\_



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry  
Utilisateur : PASTELL Plateforme

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	DEL070224_Q16
Objet :	Modalités d'occupation temporaire du domaine public pour la mise en place de "potagers dans la ville"
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-02-07 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	3.5 - Autres actes de gestion du domaine public
Identifiant unique :	059-215901398-20240207-DEL070224_Q16-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 059-215901398-20240207-DEL070224_Q16-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : DEL070224_Q16.pdf Nom métier : 99_DE-059-215901398-20240207-DEL070224_Q16-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	926.3 Ko
<b>Annexe (Fichier de signature électronique)</b> Nom original : Annexe_Q16.pdf Nom métier : 99_SE-059-215901398-20240207-DEL070224_Q16-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	75.1 Ko

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	9 février 2024 à 15h36min59s	Dépôt initial
En attente de transmission	9 février 2024 à 15h37min01s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	9 février 2024 à 15h37min02s	Transmis au MI
Acquittement reçu	9 février 2024 à 15h37min11s	Reçu par le MI le 2024-02-09